

II - RESUME

La requérante écrit à la Commission : « J'ai effectué de juin 98 à novembre 00, une « thérapie ? » avec un psychologue clinicien J'ai ressenti les méthodes utilisées comme très violentes et je reste traumatisée par cette expérience, de par les conséquences pour moi et mon environnement. Je vous transmets pour avis mon témoignage qui retrace ce que j'ai entendu, vu et ressenti tout au long de cette épreuve. Ce psychologue affirme qu'il fait ce qu'il veut dans sa pratique, mais j'ai besoin de comprendre... ».

Elle accompagne sa demande d'un mémorandum d'une vingtaine de pages dont seize de notes prises régulièrement et le reste « d'annexes » constituant quelques-uns des documents ou objets échangés entre le thérapeute et sa patiente au cours des séances, comme la pyramide de Maslow pour la hiérarchie des valeurs de réussite humaine, des extraits de « Paroles de Prévert » (le Jardin, Alicante), la chanson « Savoir aimer » de Florent Pagny, des citations sur l'amour de Khalil Gibran, un extrait de « Leçons particulières » de Françoise Giroud relatant son analyse avec Jacques Lacan, des articles sur « la faute au transfert » et ces « PSYS qui couchent... » ainsi qu'une cassette audio comportant notamment un enregistrement de conversations avec son thérapeute. On entend celui-ci refuser de rencontrer sa patiente hors de son cadre professionnel, confirmant ainsi une position déjà indiquée dans le mémorandum.

Aucun autre document ou attestation émanant directement du thérapeute, de son entourage ou de l'entourage de la patiente n'est joint au dossier.

La requérante interroge la Commission sur « ce type de cadre professionnel, (et) le but de ces méthodes. »

III - AVIS DE LA COMMISSION

Au préalable, la Commission estime nécessaire de préciser qu'elle ne se prononcera pas sur le statut effectif de psychologue du thérapeute mis en cause par la requérante (seuls les

écrits de sa patiente le définissent comme tel). Elle ne se prononcera pas non plus sur la validité des méthodes mises en œuvre au cours des différentes séances, d'autres instances professionnelles et regroupements associatifs de thérapeutes reconnus pouvant en informer la requérante.

Au cas où une réponse positive est apportée à ces deux questions, l'avis de la Commission pourra être considéré comme valide

Notons, - surcroît de difficulté - que la Commission est amenée à apprécier au plan déontologique les méthodes employées par un psychologue dans le cadre - particulier - d'une psychothérapie. Sa démarche sera d'éclairer la requérante sur les points déontologiques suivants :

1°- Comme le lui a dit son psychothérapeute et, en conformité avec le Code de déontologie des Psychologues : *« Dans le cadre de ses compétences professionnelles, le psychologue décide du choix et de l'application des méthodes et techniques psychologiques qu'il conçoit et met en œuvre. Il répond donc personnellement de ses choix et des conséquences directes de ses actions et avis professionnels »* (Titre I -3, Responsabilité). C'est le psychologue qui est juge et assume la *« responsabilité professionnelle »* (Titre I -3) du choix des méthodes et des techniques susceptibles de permettre les réactions jugées nécessaires à la mise en œuvre du processus thérapeutique,

2° - Toutefois, *« Les modes d'intervention choisis par le psychologue doivent pouvoir faire l'objet d'une explicitation raisonnée de leurs fondements théoriques et de leur construction. Toute évaluation ou tout résultat doit pouvoir faire l'objet d'un débat contradictoire des professionnels entre eux »*. (Titre I -5). La requérante paraît insatisfaite de la qualité de cette *« explicitation »*. N'ayant à sa disposition que cet unique témoignage, la Commission se trouve en difficulté pour se prononcer sur le bien-fondé scientifique de cette insatisfaction. Ce qu'elle peut simplement constater, c'est que le matériau proposé par le psychologue et objet du questionnement de la requérante a eu pour effet de l'enfermer au lieu de la libérer et de l'amener à l'autonomie recherchée, l'éloignant ainsi du but visé.

3°- Concernant l'attitude de « *Probité* », le Code stipule dans ses principes généraux que :
« *Le Psychologue a un devoir de probité dans toutes ses relations professionnelles. Ce devoir fonde l'observance des règles déontologiques et son effort continu pour affiner ses interventions, préciser ses méthodes et affiner ses buts.* (Titre I - 4)

4° - Par ailleurs, précisant son cadre professionnel et refusant d'en sortir malgré l'insistance de la requérante, le Psychothérapeute respecte le Code de déontologie, car ne pouvant :
« *aliéner l'indépendance nécessaire à l'exercice de sa profession sous quelque forme que ce soit* » (Titre I - 7).

5°- Quant au recours à un superviseur, la Commission note que le psychothérapeute a soutenu les démarches de sa patiente vers d'autres Collègues prenant ainsi : « *les mesures appropriées pour que la continuité de son action professionnelle soit assurée* » (Article 16).
Il respecte ainsi l'Article 23 du Code : « *Il (le psychologue) ne concurrence pas abusivement ses collègues et fait appel à eux s'il estime qu'ils sont plus à même que lui de répondre à une demande* » (Art.23).

IV -CONCLUSION

Au vu des informations fournies par la requérante et compte - tenu des réserves émises en préalable à son avis, il n'apparaît pas à la Commission qu'il y ait eu, dans le dispositif mis en place, de manquement formel au Code de déontologie des Psychologues de la part de ce Psychologue -Psychothérapeute, ni apparemment de manquement formel au principe de probité dans l'application du Code de déontologie.

Fait à Paris le 4 mai 2002
Pour la C.N.C.D.P
Vincent Rogard
Président